



Qualiconsult®

Rapport Initial de Contrôle Technique

APD version 1

Intégration du CES au siège de la CPAM

CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE

6 Rue Louis Armand
41000 BLOIS

N° d'affaire	Date rapport	Chrono affaire
3100097288	07/05/2025	1

Chargé(e) d'affaire
Rose SOMMIER

SOMMAIRE

1. Renseignements généraux	3
1.1 Affaire	3
1.2 Maîtrise d'Ouvrage	3
1.3 Maîtrise d'œuvre	3
1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage	4
.....	4
2. Renseignements particuliers	5
2.1 Description sommaire de l'opération	5
2.2 Constitution et Classements	5
3. Documents reçus	6
4. Documents à transmettre à Qualiconsult	7
4.1 Avant la signature des marchés	7
4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique	7
5. Remarques préliminaires	8
5.1 Avant la signature des marchés	8
5.2 Après la signature des marchés	8
5.3 Emploi de Techniques Non Courantes	8
5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV »)	9
5.5 Limite de mission	10
5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT	10
6. Nature et présentation des avis	11
6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT	11
6.2 Avis suspendus ou défavorables	11
6.3 Formulation des avis	11
6.4 Commentaires « QC+ »	11
7. Récapitulatif des avis défavorables	13
8. Récapitulatif des avis suspendus	14
9. Récapitulatif des avis favorables	16
10. Récapitulatif des avis sans objet (SO)	17
11. Commentaires QC+	18

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Affaire

Désignation	Intégration du CES au siège de la CPAM				
Adresse	6 Rue Louis Armand 41000 BLOIS				
Montant prévu des travaux (HT)	Non communiqué	Date prévisionnelle de début de chantier	NC	Durée prévisionnelle de chantier en mois	8

Autorisation de travaux	A fournir	
Récépissé de dépôt :		

1.2 Maîtrise d'Ouvrage

	Coordonnées	Diffusion
Maître d'Ouvrage	CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE - M. Michaël MISSAIRE RUE LOUIS ARMAND 41022 BLOIS CEDEX Téléphone : +33254501991 Email : michael.missaire@assurance-maladie.fr	Oui
	CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE - M. Florian SCHMITT RUE LOUIS ARMAND 41022 BLOIS CEDEX Email : florian.schmitt@assurance-maladie.fr	Oui

1.3 Maîtrise d'œuvre

	Coordonnées	Diffusion
BET Coordination SSI	AB INGENIERIE - M. Julien FAGAULT 21, rue du Hanipet 49124 SAINT BARTHELEMY D ANJOU Téléphone : 02 41 34 97 18 Email : j.fagault@ab-ingenierie.com	Oui
BET CVC – PB	3IA - M. Damien POIRIER 8 Rue du Pré de l'Essart 37550 ST AVERTIN Téléphone : 02 47 48 80 48 Email : damien.poirier@3ia.fr	Oui

1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage

<input checked="" type="checkbox"/>	L	Solidité des ouvrages et équipements indissociables
<input checked="" type="checkbox"/>	LP	Solidité des ouvrages et équipements dissociables et indissociables (L+PI)
<input type="checkbox"/>	PS	Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions neuves
<input type="checkbox"/>	PSE	Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes
<input checked="" type="checkbox"/>	LE	Solidité des existants
<input type="checkbox"/>	AV	Stabilité des avoisinants
<input type="checkbox"/>	SH	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	SEI	Sécurité des personnes dans les ERP-IGH
<input type="checkbox"/>	STI	Sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels
<input type="checkbox"/>	TH	Isolation thermique et économies d'énergie
<input type="checkbox"/>	PHH	Isolation acoustique des bâtiments d'habitation
<input type="checkbox"/>	PHA	Isolation acoustique des bâtiments autres qu'habitation
<input type="checkbox"/>	F	Fonctionnement des installations
<input checked="" type="checkbox"/>	HAND	Accessibilité des handicapés
<input type="checkbox"/>	BRD	Transports des brancards
<input type="checkbox"/>	GTB	Gestion technique du bâtiment
<input type="checkbox"/>	HYSH	Hygiène et santé dans les bâtiments d'habitation
<input type="checkbox"/>	HYSA	Hygiène et santé dans les bâtiments autres qu'habitation
<input type="checkbox"/>	ENV	Environnement - ICPE (complément mission S)
<input type="checkbox"/>	CO	Coordination des missions de contrôle

Les missions de vérifications et d'attestations éventuellement souscrites par le Maître de l'Ouvrage font l'objet de rapports distincts de ceux relatifs aux présentes missions de contrôle technique relevant de la norme NF P 03-100.

1.5 Auteurs du rapport

Le présent rapport est validé par les vérificateurs mentionnés dans la liste ci-dessous :

- Rose SOMMIER, vérificateur qualifié en SI-1 confirmé

2. RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

2.1 Description sommaire de l'opération

Aménagement d'une zone précédemment dédié à une activité de bureau en Centre d'Examen et de Santé (env. 200m²).

Un bureau d'accueil double sera créé dans l'accueil existant à la place d'une zone dite « libre-service », cette zone sera retravaillée et déplacée plus en amont vers l'entrée des assurés.

Des box d'accueil « ouverts » existants (4) seront requalifiés en un bureau pouvant permettre de l'accueil d'assurés et un bureau sans accueil.

Les accueils de la CAF et de l'URSSAF ne sont pas concernés par ce projet.

2.2 Constitution et Classements

- Etablissement(s) Recevant du Public**

Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale du Loir et Cher	
Activité Principale	PE
Activité(s) Secondaire(s)	Néant
Catégorie	Catégorie 5
Origine classement	Document de l'administration (préfecture, mairie, commission de sécurité)
IGH	Non
IOP	Non
Description sommaire de l'établissement	Plancher bas du dernier niveau supérieur à 8 m Bâtiment de 4ème catégorie reclassé en 5ème catégorie type PE avec activité W et L.
Nature et étendue de la mission	SEI complète
Nature et étendue des vérifications	Ouvrage exclus des vérifications
	Sont exclus du champ de vérification du présent rapport les ouvrages, équipements/installations et dispositions constructives existantes non modifiées et/ou impactés réglementairement par les travaux d'aménagement listés au §2.1 Description sommaire de l'opération.

- Bâtiment(s) soumis au code du travail**

Identification	h > 8m	Bureau et activité	Industrie	Entrepôt
Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale du Loir et Cher	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3. DOCUMENTS REÇUS

BET Coordination SSI

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
CCTP	-	-	ADDITIF AU CAHIER DES CHARGES FONTIONNEL DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE APD	-	11/04/2025

BET CVC – PB

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
CCTP	-	-	CCTP Lot Chauffage Rafraichissement Ventilation Plomberie APD	1	11/04/2025
Plan	-	-	Carnet de plans Lots Tech APD	-	04/2025

Autre

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
CCTP	-	-	CCTP APD	0	11/04/2025
Plan	-	-	Dossier de plans APD	-	11/04/2025
	-	AT 02	Situation	-	24/01/2025
	-	AT 04	Masse	-	24/01/2025
	-	AT 05	Incendie	-	24/01/2025
	-	AT 07	Cheminement Extérieur	-	24/01/2025
	-	AT 08	PMR	-	24/01/2025
	-	AT 09	Existant	-	24/01/2025
Autre	-	AT 01	Cerfa 13824-04	-	
	-	AT 03	Notice Sécurité Incendie	-	
	-	AT 10	Notice d'accessibilité	-	

4. DOCUMENTS À TRANSMETTRE À QUALICONSULT

4.1 Avant la signature des marchés

- Plans architecte modifiés, s'il y a lieu
- Descriptifs modifiés, s'il y a lieu

Et plus généralement tout document permettant à Qualiconsult d'avoir la connaissance complète du dossier soumis à son examen.

4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique

Pendant la phase travaux, Qualiconsult doit se voir communiquer tout document graphique, fiche technique, rapport d'essai et autre justificatif lui permettant d'émettre ses avis. Ces documents doivent être adressés au plus tard 2 semaines avant exécution des ouvrages concernés.

5. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

5.1 Avant la signature des marchés

Toute modification apportée au dossier de consultation des entreprises postérieurement à notre examen et avant signature des marchés, devra être portée à notre connaissance, pour avis.

La responsabilité de QUALICONSULT ne saurait être engagée au niveau de la conception du projet sur des éléments ou prestations modifiés sans son accord.

5.2 Après la signature des marchés

Tout changement par rapport aux documents de base ainsi que sur les matériaux prévus initialement, devra nous être signalé, de manière à ce que nous puissions donner notre avis sur les nouvelles dispositions.

Chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un contrôle interne tel que prévu par la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 et portant principalement sur la qualité des matériaux et leur mise en œuvre pendant les diverses phases d'exécution du chantier.

Les résultats de ces autocontrôles devront être communiqués à QUALICONSULT au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

5.3 Emploi de Techniques Non Courantes

Le Maître d'œuvre et les entreprises doivent **systematiquement informer au préalable** QUALICONSULT de tout procédé relevant d'une **Technique Non Courante** qu'ils entendent prescrire ou mettre en œuvre (respectivement).

Les Techniques Non Courantes regroupent de manière générale les travaux non décrits par des textes officiels, ou relevant :

- de Règles Professionnelles non acceptées par la C2P ;
- d'un Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA) faisant l'objet d'une mise en observation par la C2P ;
- d'une Enquête de Technique Nouvelle (ETN) ou d'un avis de faisabilité (« avis de chantier ») ;
- d'un Pass'Innovation ;
- d'un ATE non complété par un DTA ;
- d'aucune évaluation technique.

QUALICONSULT rappelle qu'une évaluation d'aptitude à l'emploi du procédé prévu est nécessaire afin de constituer un référentiel nous permettant d'exercer notre mission de contrôle technique construction consistant à vérifier la compatibilité de l'emploi de tels procédés avec la mise en œuvre prévue pour l'opération. Cette évaluation ne relève pas de la mission de contrôle technique qui a été confiée à QUALICONSULT. A défaut de transmission de cette évaluation avant l'exécution des travaux, QUALICONSULT serait dans l'obligation d'émettre un avis Défavorable sur l'ouvrage employant ce procédé.

En tout état de cause l'emploi de procédé relevant de Techniques Non Courantes devra faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'ensemble des assureurs de l'opération (DO, RCD des constructeurs,...) ainsi que celui du Maître d'Ouvrage; ces derniers pourront assujettir leur accord à des conditions spéciales de souscriptions d'assurance.

5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV »)

Les entreprises devront procéder aux vérifications finales avant réception sur les installations techniques du bâtiment pour s'assurer de leur bon fonctionnement dans les conditions normales d'utilisation selon les modèles des attestations d'essais de fonctionnement édités par l'Agence Qualité Construction (AQC). Dans le cadre de notre mission PV, les entreprises concernées devront nous adresser leurs attestations d'essais de fonctionnement selon le modèle disponible sur le site internet de l'AQC.

Les installations potentiellement concernées sont les suivantes :

- les installations électriques de logements ou de services généraux ;
- les réseaux d'eau intérieure aux bâtiments ;
- les évacuations d'eau intérieures et extérieures aux bâtiments ;
- les portiers électroniques ;
- la ventilation mécanique contrôlée simple flux et double flux ;
- les installations de chauffage ;
- les portes et portails automatiques pour véhicules et piétons ;
- les protections solaires mobiles motorisées ;
- les volets motorisés, battants, coulissants et roulants ;
- production et distribution de l'eau chaude sanitaire ;
- réseaux de communication VDI.

A défaut d'un modèle disponible, les anciens "PV COPREC" (publiés par le document technique COPREC CONSTRUCTION n°1 d'octobre 1998, Moniteur du 06/11/1998, cahier spécial n°4954) seront recevables dans le cadre de la présente mission pour les installations suivantes :

- les ascenseurs, ascenseurs de charge ;
- les escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- les réseaux de distribution collective de radiodiffusion ;
- le conditionnement d'air ;
- les fluides médicaux.

5.5 Limite de mission

- Le présent rapport ne traite que de la ou des mission(s) de contrôle technique souscrite(s) par le Maître de l'Ouvrage et entrant dans le champ d'application de la norme NF P 03-100
- A contrario, il ne traite pas d'autres missions non visées par la norme telles que :
 - la vérification des installations électriques avant mise sous tension en vue de la délivrance de l'attestation de conformité par le CONSUEL ;
 - la vérification initiale des installations électriques imposée par décret du Ministère du Travail ;
 - toute mission de vérification exhaustive donnant lieu à attestation finale ;
 - toute mission d'audit ou de diagnostic
- Si le Maître de l'Ouvrage a souscrit une ou plusieurs des missions précédentes avec le GROUPE QUALICONCONSULT, c'est au titre de contrats distincts de celui de contrôle technique.

5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT

- Le présent rapport est adressé au Maître de l'Ouvrage par email ainsi qu'aux destinataires en copie (voir renseignements généraux).
- Les avis de la phase exécution seront adressés par mail à l'ensemble des destinataires. Nota : il appartient au Maître d'Ouvrage de transmettre copie de ces avis aux intervenants qui ne nous auraient pas communiqué d'adresse mail.
- Le rapport final sera diffusé de la même manière que le rapport initial.

6. NATURE ET PRÉSENTATION DES AVIS

Les avis de QUALICONCONSULT sont présentés sous forme de tableaux comportant 3 colonnes :

Corps d'état		
Identification du point de contrôle	Libellé de l'avis	Référence du(es) document(s) examiné(s)

6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT

A l'exception de ceux relatifs au § 6.2 ci-après, les avis de QUALICONCONSULT sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont **FAVORABLES**.

6.2 Avis suspendus ou défavorables

Le cas échéant :

- Les avis défavorables sont explicités au chapitre 7.
- Les avis suspendus au sens de l'article 4.2.8 de la NF P 03-100 sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont explicités au chapitre 8 du présent rapport.

6.3 Formulation des avis

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

F : Avis Favorable

Les dispositions prévues dans les documents examinés n'appellent pas de remarque. Cet avis, formulé dans la limite des précisions fournies par ces documents, pourra être confirmé ou infirmé en fonction des éléments remis lors des phases ultérieures.

S : Avis Suspendu

Les dispositions prévues dans les documents examinés sont insuffisamment définies. Il y aura lieu de fournir les précisions complémentaires demandées dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux, faute de quoi cet avis deviendra défavorable.

D : Avis Défavorable

Les dispositions prévues dans les documents examinés présentent un risque anormal vis-à-vis de la pérennité de l'ouvrage ou sont incompatibles avec les référentiels concernés (Règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes)

SO : Sans Objet

Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné. Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux

HM : Hors Mission

L'examen des dispositions prévues dans les documents ne relève pas des missions qui nous ont été confiées. Cet examen peut, le cas échéant, faire l'objet de prestations complémentaires.

6.4 Commentaires « QC+ »

Dans l'exercice de son rôle de conseil au Maître de l'Ouvrage, QUALICONCONSULT peut émettre des commentaires n'entrant pas dans le cadre des avis suspendus ou défavorables : ces commentaires ont pour objet d'éclairer ce dernier sur des thèmes tels que :

- l'optimisation du projet ;
- d'éventuelles sujétions de mise en œuvre ;
- d'éventuels aléas susceptibles de survenir en cours d'exploitation ;
- et plus généralement toute piste d'amélioration ou de meilleure adéquation du projet au programme.

7. RÉCAPITULATIF DES AVIS DÉFAVORABLES

NEANT

8. RÉCAPITULATIF DES AVIS SUSPENDUS

Maître d'Ouvrage

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Autorisation de travaux	L'autorisation de travaux sera à nous transmettre, dès réception, ainsi que les avis des différentes commissions, le cas échéant.	
Dégagements	Le CES dispose d'un seul dégagement de 1,40 m. Nous confirmer que l'effectif dans la partie CES n'excède pas 50 personnes.	Notice de sécurité
SOLIDITÉ		
Reprise des puits de lumière	Nous transmettre un détail de la reprise des puits de lumière.	§02.19. CCTP APD

Plâtrerie

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SOLIDITÉ		
Cloison modulaire vitrée	L'entreprise nous précisera le type de vitrage mis en œuvre. DTU 39 P5	§02.15 CCTP APD

Menuiseries intérieures

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Bloc-porte CES/Accueil	Le bloc-porte entre le CES et l'accueil se situe à la limite de compartiments, par conséquent le bloc-porte doit être en va-et-vient et au moins PF 1h. Arrêté du 5 Août 1992	§02.21. CCTP APD Plans APD

Chauffage Ventilation Climatisation désenfumage

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SOLIDITÉ		
Unité extérieur	Nous attirons votre attention sur la mise en œuvre de l'unité extérieur sur socle sur le complexe d'étanchéité existante. Les risques sont : - un tassement important de l'isolant qui provoquera des rétentions locales des eaux pluviales avec pour effet de rapporter encore plus de charges ponctuelles sur l'élément porteur. - un poinçonnement du revêtement d'étanchéité entraînant à terme des infiltrations d'eau.	Plans Lots Tech §2.3 CCTP APD

Plomberie Sanitaire

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
ACCESSIBILITÉ HANDICAPÉS ERP		
Cuvette	La surface d'assise de la cuvette devra être située à une hauteur comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol, abattant inclus.	
Lavabo WC	Le lavabo présentera un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur et le plan supérieur devra être situé à une hauteur maximale de 0,85 m.	
WC	Prévoir une barre d'appui dans le WC. Elle devra être située à une hauteur comprise entre 0,70 et 0,80 m et à une distance comprise entre 0,40 et 0,45 m de l'axe de la cuvette.	

Electricité

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
ACCESSIBILITÉ HANDICAPÉS ERP		
Etude d'éclairage	Une étude d'éclairage devra nous être transmise pour justifier des 100 lux moyen pour les circulations intérieures horizontales.	
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
BAES	L'entreprise nous transmettra un plan d'implantation des blocs de secours.	
Contrôle d'accès avec ventouse / gâche électrique	Prévoir des BGVert sur les portes avec contrôle d'accès, afin de respecter le C046.	
Dossier technique Electricité	<p>Le dossier technique Basse Tension nous sera fourni avant le début des travaux.</p> <p>Le dossier comportera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas électriques et plans - la note de calculs BT, - les fiches techniques du matériel avec schémas d'implantation (à l'échelle). <p>Les installations électriques seront réalisées conformément à la NF C 15-100.</p> <p>Il est rappelé que dans les locaux à risques particuliers, les installations seront limitées à celles nécessaires à l'exploitation de ces locaux.</p>	

SSI

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Limite de compartiment	La zone de compartiment ZC004 est à modifier. La limite du compartiment se situe entre la zone d'accueil et le CES.	ADDITIF AU CAHIER DES CHARGES FONTIONNEL DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE PLAN 2/6

9. RÉCAPITULATIF DES AVIS FAVORABLES

Plâtrerie

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS FAVORABLE	REFERENCE
ACCESSIBILITÉ HANDICAPÉS ERP		
Faux plafond	"Coefficient alpha W au moins égal à 0.95"	§02.17. CCTP APD
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Faux plafond	CCTP Réaction au feu A1 > B-s3, d0	§02.17 CCTP APD
Paroi CES/Accueil	Nous notons qu'il est prévu une cloison EI60 entre le CES et l'accueil. Les limites de compartiments sont respectées.	§02.10. CCTP APD

Menuiseries intérieures

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS FAVORABLE	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Bloc-porte CES/Accueil	Nous notons qu'il est prévu un bloc-porte avec une largeur de passage de 140 cm asservi au CMSI sur ventouse et une signalisation avec la mention « Porte coupe-feu ne mettez pas d'obstacle à la fermeture.	§02.21. CCTP APD

Revêtements de sol

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS FAVORABLE	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Revêtement de sol PVC	CCTP Réaction au feu Cfl s1 ou catégorie M3 >DFL-s2 ou en catégorie M4.	§03.1. CCTP APD

Chauffage Ventilation Climatisation désenfumage

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS FAVORABLE	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Clapet CF	Nous notons qu'il est prévu un Clapet Coupe-feu sur la VMC à la traversée de la cloison entre le CES et l'accueil et qu'il sera asservi au CMSI.	PLANS CVP RDC § 2.1 CCTP APD LOTS TECH
Conduits	"Tous les conduits des réseaux devront être en matériau M0"	§1.8.3. CCTP APD LOTS TECH

10. RÉCAPITULATIF DES AVIS SANS OBJET (SO)

Maître d'Ouvrage

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SANS OBJET	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Désenfumage	Nous notons que le désenfumage naturel de façade à façade n'est pas modifié dans le cadre des travaux.	AT-03- Notice de sécurité incendie

11. COMMENTAIRES QC+

Maître d'Ouvrage

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS QC+	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Compartment Zone travaux	Nous notons que les plans du SSI existant considère un compartiment de plus de 1000 m2 pour la ZC004. L'arrêté du 5 août 1992 proscriit les compartiments d'une surface supérieure à 1000 m2. De plus, il est à noter que même si le bâtiment a été reclassé en 5ème catégorie. L'article W3 limite les compartiments à 800 m2.	